

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE



Comité Technique Local du 13 octobre 2016

Point 6 à l'ordre du jour : adaptation des structures et du réseau (pour avis)

Les syndicats CGT Finances Publiques 71 et Solidaires Finances Publiques 71 ne cautionneront pas, par leur présence, l'idée qu'un "dialogue social" a eu lieu sur les sujets d'adaptation du réseau et des structures puisque, au final, l'administration passe toujours en force.

Pour nous, il est temps de marquer notre fort mécontentement et d'enrayer ce système qui fait du CTL une chambre d'enregistrement des mesures régressives !

Lorsque nous avançons des propositions, nous ne sommes pas entendus et de surcroît, l'administration nous déverse ses éléments de langage directement issus des bureaux feutrés et lointains de la DG. Les lignes directrices du directeur général sont ainsi très claires et ne vont pas dans le sens d'une amélioration de l'exercice de nos missions et des conditions de vie au travail. C'est une véritable machine à broyer les services publics, leurs agents et leurs usagers, qui fonctionne sur une logique de concentration de missions, de fusions de services, de fermetures de postes et de fermeture au public ; la DGFIP jugeant, sans sourciller, que ces gens qui encombrent nos guichets sont bien impudents de nous faire perdre notre temps...

Dès lors, les élus de l'intersyndicale CGT / Solidaires ont lu la déclaration suivante avant de quitter la séance :

Madame la Présidente,

Les «lignes directrices» du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, dématérialisation forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes.

Le Comité Technique Local de ce jour, en abordant l'adaptation des structures et du réseau, en est la traduction concrète au niveau local.

Ces grandes orientations, définies par le Directeur Général, se mettent en oeuvre sur fond d'une nouvelle saignée des effectifs programmée pour 2017. Le projet de loi de finances pour 2017 prévoit 1 630 suppressions d'emplois en «équivalents temps plein» au ministère. Les réorganisations de services ne sont là que pour pallier les manques criants de personnels. Notre administration n'a plus comme seul objectif, seule ambition, que de chercher à réduire ses coûts de fonctionnement, au détriment de la bonne exécution de ses missions -voire de leur maintien-, de la qualité du service public et des conditions de vie au travail de ses agents.

C'est ce choix de supprimer des emplois -que vous subissez durement au niveau local- qui met en péril notre administration. Il implique toujours plus de restructurations et donc toujours moins de proximité avec les usagers -particuliers et professionnels- et avec les collectivités locales. Et au bas de l'échelle, la DDFIP 71 est donc chargée d'organiser la désorganisation. La Direction Générale vous demande de gérer la pénurie décidée au niveau politique.

Une fois de plus, nous nous interrogeons sur le rôle de ce Comité Technique Local, sur la portée de l'avis des représentants du personnel et des agents, et l'intérêt qu'il y aurait à continuer cette mascarade qu'il est convenu d'appeler le «dialogue social» ?

Ainsi, au regard des derniers CTL, quels infléchissements ont été donnés aux restructurations, fermetures de services alors même que les organisations syndicales faisaient part de leur volonté de débattre, d'échanger, de confronter les points de vue ?

La DG ne concerte pas, elle déconcerte. Elle ne dialogue pas, elle pilote et pilonne les services.

En réalité, nos CTL, sur ces questions des réformes des structures, n'offrent aucune place au dialogue. Lorsque nous déplorons les suppressions d'emplois et d'effectifs, les fermetures de services, l'administration nous répond adaptation au "monde moderne". Et aujourd'hui, à l'issue de ce CTL, il nous est encore demandé de nous adapter. Des éléments de langages vous sont fournis pour nous faire passer la pilule et sont sans cesse diffusés pour permettre à chacun de se convaincre du bien-fondé des « adaptations ». Le réseau n'en sortira pas grandi, ni l'acceptation de l'impôt, ni la lutte contre la fraude.

Les agents et les missions ont beaucoup à perdre.

1. Concernant l'intégration de l'enregistrement au SPF, nous ne voyons toujours pas l'intérêt de tels regroupements. Certes la DG n'a pas suivi la DDFIP 71 dans sa volonté de constituer deux SPF-E mais elle vous a certainement expliqué que l'on peut faire beaucoup mieux avec toujours moins d'agents et de services. De surcroît, les agents subissant cette restructuration et désireux de suivre leur mission seront contraints à une inconfortable mobilité. Ils entrent ainsi dans le monde moderne.
2. Concernant la constitution de cellules foncières, nos syndicats ont lutté pour préserver la cohérence forte des CDIF. Mais le choix fait aujourd'hui est bien celui de pulvériser le CDIF et donc de casser les liens indispensables à la bonne exécution des missions cadastrales. La perte de technicité que met en avant la DG pour expliquer l'échec de la fusion CDI/CDIF ne sera pas réglée par la création de secteurs fonciers dans les SIP. Là aussi, il s'agit d'entrer dans le monde moderne...
3. Enfin, la volonté de fermer une nouvelle trésorerie signifie une nouvelle fois le recul de notre administration en territoire. Un territoire non-urbain et ses habitants qui prennent de plein fouet l'entrée dans le monde moderne.

Dès lors, pour les syndicats CGT Finances Publiques 71 et Solidaires Finances Publiques 71, l'urgence des personnels est d'agir à la DGFIP, l'urgence est de combattre ces logiques aujourd'hui à l'œuvre qui mettent en danger nos emplois et nos conditions de travail et qui fragilisent chaque jour davantage le service public financier et fiscal. La masse critique est atteinte.

A partir du 10 octobre 2016, le dialogue social national est suspendu.

Nos sections syndicales s'inscrivent donc pleinement dans l'action impulsée au niveau national et font le choix fort de ne pas siéger aujourd'hui.

Mâcon le 13 octobre 2016

Réponse de la DDFIP 71 : Mme Simon a souhaité nous répondre avant que nous ne quittions la salle.

Ainsi, elle pense que *"la concentration des services et des missions permettra de faire face aux problèmes générés par les suppressions d'emplois"*. Sur ce sujet, elle a évoqué la possibilité de nouvelles suppressions en décembre *"du même ordre de grandeur que les années précédentes"*. Concernant le rapprochement SPF-enregistrement, elle voit là un mouvement naturel car *"l'enregistrement s'assimile à de la publicité foncière"*. Concernant, la fusion SIP-CDIF, elle *"ne pense pas que les liaisons des missions cadastrales seront coupées par l'éclatement de la matière"*. Et enfin, concernant le réseau de trésorerie, elle ne s'est guère montrée rassurante puisqu'elle a déclaré que pour les prochaines suppressions d'emplois elle ne prendrait plus dans les services de direction mais qu'elle allait *"taper"* dans le réseau de trésorerie, reprenant ainsi son argumentaire sur les petits postes qui ne peuvent plus faire face. Pour la DDFIP, *"heureusement que nous n'avons pas attendu 2017 pour entrer dans le "monde moderne" !* Elle a convenu que la feuille de route des restructurations venait de la DG et qu'elle faisait avec le peu de marge de manoeuvre dont elle dispose mais le plus humainement possible...

► A l'issue de cette séance, et dans le cadre de l'action menée au niveau national, l'intersyndicale CGT / Solidaires de Saône et Loire a décidé d'une vaste campagne de HMI en territoire avec pour point d'orgue la grève du 15 novembre 2016. Plus de détails dans les jours à venir.

